

MENU

ENTREPRISE & EXPERTISE | DOSSIERS | CLASSEMENTS | LES RENCONTRES D'EXPERTS | LA LETTRE D'OPTION DROIT & AFFAIRES

Accueil > Droit & Affaires > La lettre d'Option Droit & Affaires > La lettre du 6 décembre 2017 > M&A small cap : un marché divisé

LA LETTRE D'OPTION DROIT & AFFAIRES

L'ÉVÉNEMENT

FOCUS

M&A small cap : un marché divisé

LETTRE OPTION DROIT & AFFAIRES - 6 DÉCEMBRE 2017 - CORALIE BACH

ENVOYER

IMPRIMER



Malgré un appétit croissant des fonds et des industriels pour des opérations de croissance externe, le nombre de transactions portant sur des PME et ETI reste stable. La faute à un manque d'offres et à des dirigeants mal préparés.

Le CNCFA (Syndicat des professionnels des fusions et acquisitions) et Epsilon Research viennent de publier la huitième édition du baromètre de la transmission de PME en France. Celui-ci analyse, chaque année, les opérations portant sur les entreprises employant entre 20 et 250 salariés. Bonne nouvelle : après une baisse continue depuis 2013, le nombre de transactions se stabilise. L'étude estime que près de 4 700 entreprises ont fait l'objet d'une transmission en 2017. Un quart d'entre elles ont été cédées au sein du cercle familial, tandis que les trois quarts restantes ont été reprises par un investisseur ou industriel. Le marché enregistre même une progression en valeur de près de 10 % grâce à une hausse de la taille moyenne des opérations. Toutefois, avec des indicateurs conjoncturels plus que positifs (taux d'intérêt faibles, reprise de l'économie mondiale, etc.), on pouvait espérer un regain plus dynamique. «Dans ce contexte particulièrement favorable, la reprise très limitée de l'activité M&A des PME est décevante», juge l'étude.

Beaucoup d'acheteurs...

Le marché français ne souffre pourtant pas d'un manque de demande. Les acheteurs potentiels sont en effet particulièrement nombreux. Ce dynamisme est porté par une forte présence des fonds d'investissement. La France concentre, en effet, 57 % du volume des opérations de LBO small cap en Europe (source InvestEurope), avec plus de 200 opérations par an.

Les industriels sont également sur le front des acquisitions, à commencer par les groupes cotés. Ces derniers représentent 40 % des acquéreurs stratégiques, une proportion qui a quasiment doublé en cinq ans. «La présence record des sociétés cotées s'explique par leur bon niveau de trésorerie», indique Grégoire Buisson, président d'Epsilon Research. Les acquéreurs étrangers, pour leur part, restent actifs malgré une légère baisse : ils représentent 34 % des repreneurs industriels en 2017 contre 37 % en 2016. Les Européens sont les premiers à se positionner sur des PME françaises (63 % des acquéreurs étrangers), suivis des Nord-Américains (28 %), puis des Asiatiques (9 %).

... pour peu d'offres

La concurrence entre ces différents acteurs génère une hausse des valorisations. Ainsi, au troisième trimestre 2017, l'indice Argos, qui suit les prix des sociétés non cotées du mid market, atteint un niveau de 9,5 fois l'Ebitda. Un record historique qui dépasse les valorisations moyennes de 2007. Car si les acquéreurs potentiels sont bel et bien présents, les cibles, elles, semblent limitées. Le baromètre pointe ainsi le déficit du parc de PME et ETI françaises : depuis 2009, les disparitions ou rétrogradations d'entreprises (passant du stade



L'ÉVÉNEMENT

Eversheds Sutherland développe le private equity avec Sébastien Pontillo

Aujourd'hui plutôt positionné sur le M&A industriel, le bureau parisien d'Eversheds Sutherland accueille un nouvel assoc...

COMMUNAUTÉ

CARNET

Toutes les nominations de la semaine

Associés des cabinets d'avocats, directeurs juridiques, conseillers financiers, suivez les mouvements des grands acteurs...

INTERVIEW

Droit à l'erreur : véritable changement ou réforme symbolique ?

Le projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance a été soumis au Conseil des ministres le 27 novembre...

AFFAIRES

LE DEAL DE LA SEMAINE

Ardian va reprendre DRT pour 1 milliard d'euros

Le spécialiste de la chimie végétale, Les Paramètres de Gestion de la Confidentialité

Paramètres de Gestion de la Confidentialité

de PME à celui de TPE) sont plus nombreuses que les créations de PME et ETI. A ce problème quantitatif, viennent s'ajouter des éléments qualitatifs qui réduisent, encore plus, la champs des cibles potentielles : «Un certain nombre de sociétés ne sont pas transmissibles en raison d'une situation économique trop fragile, ou d'un manque de préparation du dirigeant», note Grégoire Buisson. Nombre de managers surestiment, par exemple, la valorisation de leur entreprise, réduisant par conséquent les chances de réussite de la transaction. L'étude souligne ainsi la polarisation du marché entre les entreprises «qui ont un potentiel de croissance, et qui sont l'objet d'une forte concurrence au moment de leur cession» et les entreprises «moins performantes, sur des marchés plus restreints [...] qui ont plus de mal à être cédées». Si la situation n'est pas nouvelle, elle est accentuée par l'emballée des prix qui éloigne, encore un peu plus, les pépites, du reste du marché.

ENVOYER

IMPRIMER

 Partager

 Tweeter

 G+

 PARTAGER

SOMMAIRE DE LA LETTRE OPTION DROIT & AFFAIRES DU 6 DÉCEMBRE 2017

Eversheds Sutherland développe le private equity avec Sébastien Pontillo

Toutes les nominations de la semaine

Droit à l'erreur : véritable changement ou réforme symbolique ?

M&A small cap : un marché divisé

Ardian va reprendre DRT pour 1 milliard d'euros

Tous les deals de la semaine

Brexit : Quid de la reconnaissance mutuelle des procédures collectives et de restructuration internationales ?

Développement de l'arbitrage et Afrique : quelles tendances ?

s'apprête à céder le contrôle à Ardia...

ACTUALITÉS

Tous les deals de la semaine

Private equity, fusions-acquisitions et droit général des affaires, suivez les grands dossiers de la semaine.

ANALYSES

RESTRUCTURING

Brexit : Quid de la reconnaissance mutuelle des procédures collectives et de restructuration internationales ?

Le traitement des faillites internationales est facilité, au sein de l'Union européenne, par la coordination des droits ...

CONTENTIEUX

Développement de l'arbitrage et Afrique : quelles tendances ?

Le continent africain a connu, depuis les années 2000, une croissance économique sans précédent. Cet essor a été accompa...



ABONNEMENTS OPTION FINANCE

Offre premium

Tous les articles et les archives du magazine accessibles en ligne

DÉCOUVRIR NOS OFFRES D'ABONNEMENT

LES NEWSLETTERS D'OPTION FINANCE

Ne perdez rien de toute l'information financière

S'ABONNER

ACTUALITÉS
DOSSIERS
ENTREPRISES & FINANCE
DROIT & AFFAIRES
ASSET MANAGEMENT
BLOGS & ANALYSES
COMMUNAUTÉS
PATRIMOINE

Menu ▼

Newsletters
Événements
Lettres professionnelles
S'abonner
Le magazine
Le groupe Option Finance

Services ▼

NOUS SUIVRE

Mentions Légales Conditions générales de vente Cookies Crédits Contact Plan du site Politique de confidentialité